N° 95-0158 - Domaine et administration générale + finances et programmation -Villeurbanne - 152, 154 et 156, avenue Roger Salengro - Démolition d'immeubles - Approbation du dossier de consultation des entrepreneurs - Procédure d'appel d'offres restreint - Direction de la logistique et des bâtiments - Service des opérations -

Le Conseil,

Vu le rapport du 12 octobre 1995, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Monsieur le directeur de la logistique et des bâtiments -service des opérations- vient de me faire parvenir un projet de dossier de consultation des entrepreneurs (DCE) concernant des travaux de démolition d'immeubles situés 152, 154 et 156, avenue Roger Salengro à Villeurbanne.

Le montant global de l'opération, toutes dépenses confondues, est estimé à 1 200 000 F TTC.

Les travaux seraient divisés en deux lots ainsi répartis :

- lot n° 1 - démolition, terrassement,
- lot n° 2 - maçonnerie.

La maîtrise d'oeuvre serait assurée par la direction de la logistique et des bâtiments.

Cette opération pourrait être traitée en marchés séparés sur appel d'offres restreint, en application des articles 295 et 298 bis à 300 bis du code des marchés publics.

Le nombre maximum de candidats à consulter pourrait être limité à six pour chaque lot ;

B - Propose d'approuver le dossier de consultation des entrepreneurs qui lui est présenté, de l'autoriser à signer les marchés de travaux ainsi qu'à accomplir tous les actes y afférents et de fixer l'imputation de la dépense ;

C - Précise que les candidatures et les offres seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Vu ledit dossier de consultation des entrepreneurs ;

Vu les articles 295 et 298 bis à 300 bis du code des marchés publics ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Oùï l'avis de ses commissions domaine et administration générale et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Approuve le dossier de consultation des entrepreneurs qui lui est présenté.

2° - Autorise monsieur le président à signer les marchés de travaux ainsi qu'à accomplir tous les actes y afférents.

3° - Décide que les candidatures et les offres seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

4° - La dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget principal de la Communauté urbaine - exercice 1995 - sous-chapitre 901-10 - article 233-0 - dossier n° 1 073-95.

pour le président,

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,